



Presse

Lu pour vous



Jeudi 17 août 2017

Plusieurs syndicats réagissent à la mise en place annoncée d'une "police de la sécurité du quotidien"

Par Émilie Lopes –Dépêche n°566941– reproduit avec l'aimable autorisation d'AEF.com

Plusieurs syndicats de police font part de leurs réserves après l'annonce de Gérard Collomb, mercredi 16 août 2017, de la mise en place d'une "police de la sécurité du quotidien" d'ici à la fin de l'année 2017 ([lire sur AEF](#)). ... le SCSJ et Alternative soulignent en particulier l'absence d'informations sur le contenu de cette réforme et sur son financement. "Attention à ne pas renouveler les erreurs du passé", pointe également Alternative police. "Je veux dénoncer ce retour à la vieille lubie de la gauche, fiasco inédit qui n'avait pas fait baisser le sentiment d'insécurité des Français mais avait bien au contraire provoqué une explosion de la délinquance", écrit pour sa part Éric Ciotti, député LR des Alpes Maritimes, sur son site internet, mercredi 16 août 2017...

...un dispositif "nécessaire" MAIS...

De son côté, Alternative police-CFDT "met en garde à ne pas confondre vitesse et précipitation afin de ne pas commettre les erreurs du passé", dans un communiqué paru mercredi 16 août 2017. "Police de proximité, brigade de sécurité de quartier et autres unités créées dans le cadre de réformes successives précipitées, uniquement basées sur un déploiement massif d'effectifs pris sur d'autres missions, ont toutes été un constat d'échec", souligne le syndicat.

UN NÉCESSAIRE "CHOC DE SIMPLIFICATION PROCÉDURAL"

Cependant, il considère "qu'une police de sécurité au quotidien est nécessaire mais qu'elle doit se faire après une analyse globale de la situation actuelle des quartiers difficiles notamment sur le plan socio-économique et pas seulement sécuritaire". Alternative police regrette, par ailleurs, "une annonce ministérielle en pleine période estivale sans la moindre information et concertation avec les partenaires sociaux". "La mise en œuvre d'une police de sécurité du quotidien doit se faire en toute sérénité autour d'un véritable dialogue avec l'ensemble des acteurs de la sécurité et des services publics en général mais surtout avec les acteurs sociaux et l'éducation nationale", juge le syndicat.

"Outre l'éradication des noyaux durs de délinquance et la mise à l'écart de certaines familles connues pour leurs agissements délictueux dans certains quartiers, la volonté gouvernementale d'une nouvelle police de proximité nécessite surtout un accompagnement concomitant, voire en amont à toute mise en œuvre, d'une véritable politique de la ville et sociale", ajoute Alternative police.